

ou ballons-sondes ?

Le bashing médiatique effréné contre le président Hollande et le Premier ministre Valls, les déplorables querelles de chiffonniers auxquelles se livrent certains politiciens de droite et de gauche, les attaques des uns contre les autres sur des questions qui touchent à leur vie privée et pis encore, à leur intimité, ont remplacé les débats contradictoires exemplaires de jadis. Et par-dessus tout, on assiste à un incroyable bras de fer à propos d'une loi portée par une ministre d'origine maghrébine — ce qui est aux yeux de certains Français «purs produits du terroir, labellisés AOC» une tare irrémédiable —, engagé entre des syndicats de travailleurs et le gouvernement.

Le mouvement social, en durcissant, a pris des allures de mouvement insurrectionnel. La seule bénéficiaire de cette situation politique et sociale chaotique est Marine Le Pen, chef du Front national (FN) : la gauche, la droite et les syndicats des travailleurs sont en train de lui dégager la voie qui mène à l'Elysée. On peut dire comme Hamlet à propos du Danemark qu'il y a décidément quelque chose de pourri en France ! Cette situation et ses conséquences prévisibles ne manqueront pas d'affecter, d'une manière ou d'une autre, les relations franco-algériennes. Elle impactera sans doute aussi toute la politique extérieure française vis-à-vis de l'Afrique et du monde arabe.

Présidentielles algériennes : un rite immuable

En Algérie, en attendant l'apparition des intermittents de la politique qui se manifestent à l'approche de chaque élection présidentielle, on cite dans la presse et les milieux bien informés, trois noms de personnalités ayant quelque chance de se trouver un jour prochain — mais encore indéterminé — propulsés à la haute charge de président de la République. Comme d'habitude, la liste des candidats officiels tout comme celle des personnes appelées à servir de «lièvres», seront établies par quelques décideurs anonymes, ou sous le contrôle de quelque officine mystérieuse. La campagne électorale se fera sans élections «primaires», ni meetings ou débats contradictoires publics, ni face-à-face télévisés en direct entre les concurrents en personne. Ces procédés — mee-



Barack Obama.

Photo : DR



François Holland.

Photo : DR



Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid

tings et débats contradictoires et confrontations face à face — n'ont tout simplement pas cours dans notre République démocratique et populaire ! Comme d'habitude, on exigera des candidats à la candidature de déposer au Conseil constitutionnel leurs déclarations de candidature respectives accompagnées des fiches de parrainage réglementaires.

Après vérification de l'accomplissement et de la régularité de ces formalités,

Ainsi, à la différence de ce qui se pratiquait jusque-là, le choix des candidats à l'élection présidentielle comme aux autres scrutins nationaux ou locaux ne serait plus du ressort exclusif des services de sécurité. Est-ce à dire que l'instauration de l'Etat civil est en marche et que le pouvoir politique a changé de mains ?

ce Conseil publiera la liste des candidatures retenues. Le corps électoral ayant été convoqué, la campagne électorale sera officiellement lancée et l'on procédera alors exactement, comme du temps du parti unique, selon un rite immuable. En guise de campagne électorale, les murs de nos villes et villages se couvriront de portraits grands et petits, d'affiches décorées aux couleurs nationales et d'une gabegie de tracts divers et variés. Il y aura

des «meetings» au cours desquels les candidats feront leur propre éloge ou confieront à leurs lieutenants le soin de le faire. Les élections étant devenues plurielles depuis 1988, chaque candidat, aidé de ses lieutenants, prononcera des diatribes contre ses concurrents, lesquels ne peuvent cependant lui répliquer directement. La télévision publique consacrera de longs comptes-rendus à ces activités citoyennes et démocratiques fébriles,

procédera aux interviewes d'électeurs et d'électrices pleins d'enthousiasme et recueillera les propos spontanés et responsables de quelques fonctionnaires et agents administratifs sélectionnés.

Le jour du scrutin, on diffusera les images des longues queues formées devant les bureaux de vote par les citoyens venus en masse accomplir avec ferveur leur devoir électoral. On s'attend à ce que de nombreuses chaînes de TV

privées soient, liberté de la presse oblige, mobilisées pour la couverture de certains meetings et des opérations de vote sur tout le territoire national. Il s'agit de montrer que le taux de participation au scrutin présidentiel est au moins aussi élevé que celui des précédentes élections.

La TV publique prendra ainsi en charge, comme d'habitude, cet aspect de la «com» officielle. Il y aurait cependant, pour les prochaines élections, une innovation dans les formes de procéder.

Il semblerait en effet que la liste des candidats soit arrêtée par un «panel» d'hommes et de femmes de confiance représentant la société civile (c'est-à-dire essentiellement l'UGTA, l'UNPA, l'UNFA, etc.), des politiciens professionnels qui sont dans les bonnes grâces des Autorités, des représentants de la puissante ploutocratie on shore et off shore et fort probablement de hauts gradés de l'armée et des services de sécurité.

Ainsi, à la différence de ce qui se pratiquait jusque-là, le choix des candidats à l'élection présidentielle comme aux autres scrutins nationaux ou locaux ne serait plus du ressort exclusif des services de sécurité. Est-ce à dire que l'instauration de l'Etat civil est en marche et que le pouvoir politique a changé de mains ? On ne demande qu'à voir pour le croire.

Z. S.
(A suivre)